

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1158-L-injection-goutte-a-goutte-du-poison-de-la-charia>



# L'injection goutte à goutte du poison de la Charia (2/3)

- Documents par thèmes - Analyses - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : mardi 6 février 2024

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

[Voir la première partie](#)

(.../...)

#### IV. Crise institutionnelle systémique en Occident

Les républiques occidentales sont entrées dans une crise institutionnelle rampante, mais de plus en plus problématique. Elle résulte de la nouvelle "mondialisation" qui s'est mise en place avec le déploiement des leviers néo-libéraux, utilisés comme succédané des leviers keynésiens, dont l'épuisement était devenu patent au cours des années 1970.

Cette mondialisation tend à disloquer les sociétés selon des lignes de fractures tout à fait nouvelles. Les anciennes "bourgeoisies" se sont transformées en pôles oligarchiques dont chacun a un droit de veto sur toute mesure d'ensemble qui le désavantagerait, ce qui rend très difficile toute tentative de "réforme" économique ou institutionnelle. De leur côté, les couches ouvrières sont mises en concurrence les unes contre les autres à un niveau planétaire. Les 600 *métropoles* réparties sur la planète tendent à concentrer la production et la circulation des richesses, tandis que les zones périphériques, *au-delà des banlieues*, à parquer une majorité de la population européenne, considérée comme fondamentalement "trop chère" et tendanciellement superflue [1]. Les flux croissants de migrations modifient le fonctionnement de plus en plus délabré des villes, tandis que même les "couches moyennes" en dehors des métropoles les plus importantes voient leur sort se dégrader [2]. Les grands pôles urbains manipulent aisément les finances publiques par des impôts différentiels, de manière à ponctionner les régions périphériques. La métropole londonienne apparaît ainsi comme drainant des ressources de toute l'Angleterre. La métropole parisienne aspire la substance du "grand bassin parisien" (qui va de la Picardie aux pays de Loire et de la Normandie jusqu'aux confins de la Champagne). La compétitivité des grandes métropoles dépend aussi de cette capacité à drainer les ressources de leurs dépendances [3].

L'arrivée incessante de nouvelles couches d'immigrants tend à repousser vers des périphéries de plus en plus lointaines les vagues d'immigrations précédentes qui, sauf pour les milieux qui seront admis dans les couches moyennes des métropoles, n'auront connu qu'un succédané de bien-être et attribueront leur sort à la "méchante" société occidentale, toujours accusée de tout et de rien. Ce principe du "*dernier arrivé, premier servi*" a été instauré dès les années 1980.

Les leviers institutionnels de ces Républiques deviennent si peu efficaces qu'ils commencent à évoquer *l'état de dysfonctionnement terminal de la République romaine au Ier siècle av. J-C*. Le trait le plus frappant en est que le moment électoral ne semble plus constituer un point de compromis provisoire tolérable pour l'ensemble de la société votante, si bien que l'antagonisme perdure et s'approfondit, quel que soit le résultat. La qualité de plus en plus dégradée des gouvernants est cohérente avec ce délabrement : ce sont les plus superficiels et les plus inconsistants qui surnagent dans une situation où toutes les politiques semblent vouées à l'échec.

#### V. L'invasion chronique s'accélère

À partir de l'automne 2015, une *situation d'invasion de peuplement*, déjà chronique et capillaire depuis 40 ans, s'est emballée à la suite d'un véritable appel d'air de divers dirigeants européens, dont A. Merkel a été la plus véhémente et la plus irresponsable. Les Républiques d'Europe se retrouvent devant la perspective de cumuler une crise institutionnelle systémique avec une situation de *grandes invasions* type de celles qui ont détruit la partie occidentale de l'empire romain il y a 1600 ans. Elles commencèrent souvent par des flux de réfugiés ! Dans certaines villes déjà, comme Rennes, Grenoble ou Montpellier, des bandes de "migrants" se présentant comme "*mineurs non*

*accompagnés*" échappant ainsi à toute mesure judiciaire 'efforcent littéralement de vivre sur le pays en rançonnant les populations locales qui ne parviennent pas à se défendre par elles-mêmes, notamment parce que cela leur est strictement interdit. La simple velléité de mettre en place un réseau d'observateurs qui pourraient renseigner la police a été bloqué au nom de... "l'antifascisme", à Béziers. Elle aurait été composée d'anciens militaires, gendarmes, policiers ou pompiers, bénévoles et non armés ! La tentation de constituer des milices d'auto-défense ne peut que s'aggraver, puisque l'État refuse toujours plus de satisfaire la demande de protection depuis une quarantaine d'années. Cette tentation est en fait la hantise majeure des couches oligarchiques et de la contre-élite, soudées par la gravité de ce qu'elles ont provoqué depuis 40 ans. *Pour elles, l'ennemi est foncièrement occidental...*

Les grands médias ont instantanément approuvé et encouragé les flux invasifs à l'automne 2015, en usant sans complexe de tous les artifices à leur disposition. Ils ont notamment imposé le terme "migrant" pour confondre dans un même ensemble "moral" indistinct tous ces flux de réfugiés, surtout "économiques" et de fait "parasitaires", puisque beaucoup, incapables de parler la langue du pays d'arrivée, espèrent en fait ne jamais travailler. Cet immense appareil de propagande en invoquant l'urgence a saisi l'occasion qui se présentait. Les couches dominantes retranchées dans les métropoles et avides d'instaurer une situation irréversible aspirent plus que jamais à imiter les États-Unis du XIXe siècle, sans comprendre les conditions exceptionnelles qui ont permis à ce creuset sa réussite historique [4].

L'appel d'air organisé pour attirer des populations d'outre-méditerranée vient de la facilité avec laquelle les États européens délivrent des papiers et tolèrent l'arrivée de tout individu qui se présente. L'argument du développement économique qui serait nécessaire dans leurs pays d'origine (où en était la Corée du sud il y a 60 ans ?) comme préalable à ce tarissement des migrations est lui-même une hallucination, destinée à accuser les "Occidentaux" de ne pas avoir assez fait. Les sociétés qui se développent facilitent *au contraire* départs, parce que le niveau de vie augmentant, l'entreprise devient plus abordable. A l'opposé du préjugé gauchiste culturel, hanté par un christianisme de Père Noël, ce sont rarement les plus pauvres qui émigrent.

Le dérèglement, à tout point de vue, des sociétés d'Europe occidentale et centrale est à l'ordre du jour. Les États d'Europe orientale (Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie) et des Balkans, peu intoxiqués par le délire multiculturaliste et disposant de quelques souvenirs historiques précis, ont, avec l'Autriche, mis tout le reste de l'Union européenne devant le fait accompli en bloquant la route terrestre de l'invasion, fin 2015. Mais la situation est précaire, puisqu'elle demeure soumise aux provocations du sultanat néo-ottoman d'Erdogan, qui peut tenter à tout moment de lâcher sur l'Europe des millions d'"immigrants", dont il se poserait ensuite en protecteur ombrageux. Il exige qu'on laisse entrer en Europe, sans limite (sans visa), les ressortissants turcs alors qu'il leur recommande de s'y constituer en corps étranger. La menace d'un retour du colonialisme impérial ottoman sur les Balkans n'a rien d'irréelle pour les populations qui sont sorties de son emprise entre 1821 et 1913. Cette pression néo-ottomane est le signe d'un début de compétition entre les divers pôles musulmans dans leur ruée sur l'Europe...

### VI. La décomposition organisée des nations

Le rôle du gauchisme culturel :

Il a pour fonction socio-politique de cultiver et d'aggraver la défiance généralisée dans les nations européennes anciennes. Le *moralisme à géométrie variable* son procédé cardinal. Ses partisans ont osé inventer un "*péché originel*" *unilatéral* contre l'Occident, et exigent que celui-ci intériorise une culpabilité transhistorique et infinie devenant à la fois collective et héréditaire, donc... biologique ? [5] Plus le temps passe, et plus le poids de cette supposée culpabilité est censé s'alourdir dès lors que les Occidentaux s'entêtent à exister. Les nébuleuses idéologiques du gauchisme culturel et du multiculturalisme sont portées par une *contre-élite sociale* qui n'a qu'une préoccupation, faire valoir sa capacité d'encadrement politique de la société. Sa composition baroque va des journalistes subventionnés aux fonctionnaires-artistes, des juges "rouges" aux "pédagogues" politisés, des

enseignants-militants aux psychologues-chamanes, etc. Cette *contre-élite* multiculturaliste ou gauchiste n'a guère d'indépendance stratégique puisque sa fonction est d'aller au-devant des besoins ou des intérêts supposés des oligarchies qui organisent la dislocation des sociétés nationales dans le cadre de la mondialisation. Il n'est plus question d'une communauté de destin [6].

Tous ces gens ont décidé d'oublier que la nation a été le berceau du citoyen moderne. Si l'on se réfère à une remarque de John Locke ("*Les actes des hommes sont les meilleurs interprètes de leur pensée*") [7], il est clair que cette contre-élite est en accord tacite et viscéral avec les perspectives oligarchiques, dont elle partage la priorité majeure : liquider le terrain nourricier de l'esprit de citoyenneté, dernière trace politico-culturelle permettant des réactions collectives autonomes. Cette liquidation se conforme aux méthodes de la *double-pensée* décrite par Orwell, et prétend se référer à un esprit "citoyen" (le sabir dominant n'ose plus dire "*civique*" !), de même que le despotisme inouï des régimes totalitaires nés avec l'Union soviétique et ses imitateurs (Italie fasciste, Allemagne nationale-socialiste, Chine maoïste, Cambodge polpotiste, etc.) prétendait se fonder sur une référence fanatique à une "liberté" d'un genre nouveau et inversé. De plus, cette décomposition des nations ne doit surtout pas introduire une logique d'appartenance européenne : un tel sentiment est si redouté par les autorités qu'elles sont allées jusqu'à réviser discrètement les références officielles de l'"Union européenne" en supprimant en 2004 dans le Traité de Rome la citation du discours de Périclès rapporté par Thucydide. Non seulement la référence chrétienne est escamotée officiellement, mais les mille ans de civilisation grecque qui précédèrent l'avènement du christianisme comme religion d'empire sont reniés [8]...

Comme il faut affecter de se soucier de question sociale, le gauchisme culturel brandit des alibis provisoires et changeants, tels que la théorie mouvante du "revenu universel", qui évoque le "*panem et circenses*" (*du pain et des jeux*) qui fut accordé à la plèbe romaine dans la République en phase terminale, afin que les pauvres se tiennent tranquilles. Si une telle mesure était mise en place, elle provoquerait inévitablement un immense déplacement d'activité vers le "travail non déclaré", à la manière du "secteur informel" du Tiers-monde, entraînant une spirale d'attrition des revenus de l'État et un effondrement progressif des services publics, déjà en cours dans les régions périphériques et dans les banlieues. Tout indique que l'élection du candidat des métropoles, Macron, a pour but de sanctuariser celles-ci face à la "France périphérique" [9], en espérant que les zones de banlieues parasitaires, hors république, resteront liées au régime oligarchique dont elles profitent tant : l'orientation des subventions et des complaisances idéologiques sera là stratégique...

Le type social qui nourrit le gauchisme culturel se reconnaît à ses leviers idéologiques de prédilection. Il participe de la révolte des "élites" identifiée par C. Lasch, mais selon une modalité originale : ces gens persistent à cultiver leur goût atavique pour la sédition, *en le retournant contre les couches populaires d'origine européenne et toutes les autres strates européennes qui seront happées par la tiers-mondisation en cours*. Cette intelligentsia se caractérise par un réflexe perceptible depuis sa fascination pour les mouvements fascistes des années 1930 et 1940. Ce réflexe s'est renforcé lors de son ralliement opportuniste comme compagnon de route au soviétisme des années 1950-1960. Elle ne peut s'empêcher de voler au secours du vainqueur qui semble le plus probable, du moment *qu'il s'efforce de bricoler une "société organique" dans le sang et la boue*, signature d'un volontarisme vindicatif. Cette caractéristique présente néanmoins un aspect constant très curieux : ces grands esprits très sûrs d'eux n'ont cessé de se tromper tout au long du XXème siècle sur l'issue des antagonismes historiques et se sont régulièrement trouvés du pire côté... qui fut vaincu. Mais la rage de l'intelligentsia contre cet Occident qui a survécu à tous les totalitarismes en est aggravée d'autant. Elle espère que l'islam apportera la *solution finale*.

Cette contre-élite est habitée par une conception de l'islam qui évoque celle des pro-chinois à propos de la Chine des années 1960, où l'hystérie idéologique jetait l'interdit sur toute observation raisonnée de la situation concrète de ce pays lointain. Le sort fait aux ouvrages de Simon Leys a fort bien résumé les tâches de sang intellectuelles dont vit cette couche de chamanes. *Le tour de force vient de ce que désormais l'hallucination devrait concerner la texture même de la société où la population vit*. Le gauchisme culturel doit donc renforcer sans cesse son allégeance à un islamo-gauchisme doctrinaire. Cette rencontre est particulièrement active en France, où se conjuguent une

pénétration plus forte qu'ailleurs de musulmans et un héritage stalino-gauchiste intense chez les intellectuels.

Le rôle de la pieuvre médiatique :

C'est au cours des années 1980 que le gauchisme culturel a pris le contrôle des médias en France et a accéléré leur mutation en pieuvre médiatico-politique [10]. Celle-ci n'a cessé de se renforcer dans les pays où les journalistes ne sont pas soumis directement au pouvoir en place. Sans la constitution d'une telle pieuvre qui occupe jalousement le centre de gravité de l'influence publique, l'hébétude serait bien moindre [11]. Cette institution particulière est traversée par une multitude d'intrigues dont la boussole est calée sur la nécessité de tromper le public qu'elle a pour fonction d'abrutir méthodiquement. Au printemps 2017, cette pieuvre s'est "unifiée" sur un objectif, comme elle l'avait fait à propos du référendum sur le *Traité constitutionnel européen* en 2005, ou de la loi sur le "*mariage homosexuel*" en 2013. Un rouleau compresseur compact, associé aux interventions judiciaires (on peut parler de procédés *médiatico-judiciaires*), a obtenu en 2017 l'implosion de la vieille caste politique, morcelée et totalement déconsidérée. Le paradoxe est que le parti-journaliste, qui use et abuse de tels leviers, jouit d'une réputation encore plus dégradée que ces politiciens à la dérive. Ils ne supporteraient pas qu'on leur impose de publier leurs revenus, à l'instar des élus qui y sont désormais astreints.

Cette implosion a été amplifiée par l'entrée en vigueur de certaines mesures, longtemps retardées, telles que les limites imposées au cumul de plusieurs fonctions électives. L'affaiblissement inexorable des Assemblées, déjà secondaires dans la Vème République mais où comptaient encore les députés ou sénateurs détenant un mandat électif local (maire de grande ville, poste de président de conseil départemental), franchit un saut qualitatif : ces *baronnies électives* disparaissent de ces assemblées destinées à se réduire à de simples chambres d'enregistrement [12]. Toute l'affaire a été présentée comme une opération "*Mains propres*" à la française. Cette com-paraison est d'autant plus révélatrice qu'en Italie Berlusconi finit par sur-nager pendant de longues années dans un système politique "rénové" en façade et disposant d'un levier d'influence médiatique exceptionnel, mais toujours imbriqué aux groupes mafieux : pour Macron aussi, il s'agit bel et bien de "*tout changer pour que rien ne change*". Le basculement au sommet de la représentation politique entend conjurer le basculement qui menace la situation politique française depuis 2015.

Macron, piètre orateur qui se contredit d'une intervention à l'autre en fonction du public supposé, a bénéficié d'un véritable *blitz* politico-institutionnel, mais il n'a rien dynamité par lui-même. Divers pôles (magnats de la pieuvre médiatique, oligarchies économiques et financières, haute-administration) ont bousculé les structures vermoulues existantes afin de lui ouvrir la voie qui l'a mené à la Présidence et lui ont apporté une majorité improbable de députés fantômes. La clé de ce bouleversement tient en une formule : *la Haute-Administration a décidé de prendre directement en main la "représentation politique" pour le compte des divers pôles oligarchiques*. C'est au fond la reprise du projet que la candidature d'un Strauss-Kahn aurait dû cristalliser en 2012, avant que les frasques sexuelles de ce personnage pittoresque ne fracassent le projet de carrière qui lui était imparti. Sans la force électorale du Front national en 2017, qui permettait de faire gagner automatiquement le seul candidat restant en lice face à lui pour le second tour de l'élection présidentielle, cette opération n'aurait pu aboutir... L'héritage du cynisme mitterrandiste, qui a propulsé et constamment conforté dès 1983-1984 la présence du Front national pour piéger les partis concurrents dits de "droite", a fait sentir ses effets dévastateurs croissants au fil des décennies en ne laissant aux réactions de dissidence que cette impasse. Le FN s'est trompé sur l'époque (il n'obtiendra ni le soutien des couches régnautes ni le ralliement de la Haute-Administration) et sur le type d'adversaire qu'il affronte : c'est la pieuvre médiatique, et non les autres partis, qui compte. Sa défaite de 2017 est grave en ceci qu'elle dévoile son absence totale de perspectives. Après avoir annoncé l'inconsistance de l'opposition droite-gauche, non sans raisons, le FN semble désormais tenté de rechercher une "union des droites", qui vient contredire le centre même de l'agitation qu'il a mis en œuvre pendant plus de 30 ans. Mais la droite n'existe plus en tant que telle depuis le début des années 1980 [13] ! Toutes les autres tentatives de constitution de force politique nouvelle ont été méthodiquement asphyxiées. L'acrobatie médiatico-électorale qui a porté Macron au "pouvoir" a pour revers crucial qu'elle ne lui a donné qu'une base très minoritaire en dehors de l'Assemblée nationale.

### Après le coup de pieuvre :

(le terme de "coup d'État" serait trop flatteur)

Devant la désinvolture dont le nouveau pouvoir a immédiatement fait preuve vis-à-vis des médias, ceux-ci ont déployé en retour une énergie implacable pour démontrer leur capacité de nuisance. En quelques semaines, les médias ont foudroyé les dernières figures politiques "classiques" bien que secondaires (Ferrand, Bayrou, Sarnez) qui avaient servi Macron, indice que la situation n'est nullement stabilisée. Pénicaud, technocrate, ancienne Directrice des Ressources Humaines de Danone, nommée ministre du Travail et organisatrice de la réunion à Las Vegas qui avait initié la trajectoire de Macron, est désormais menacée [14]. La régularité du financement de la campagne présidentielle commence aussi à être mise en doute. La dernière étape serait le dévoilement d'une évasion fiscale dont Macron se serait rendu coupable avec ses revenus exceptionnels durant son passage dans le monde de la banque [15]. Toutes ces failles avaient été signalées avant la série d'élections de 2017, mais elles furent remises à l'arrière-plan par un déchaînement médiatique et propagandiste d'une intensité superbement sélective contre les concurrents de Macron. La pieuvre ne ment pas seulement "les yeux dans les yeux", elle sait falsifier "les yeux dans les yeux" [16].

La perspective demeure d'autant plus incertaine que Macron ne dispose d'aucune marge d'action économique, ce qui a mis un terme à sa pièce de théâtre dès le début du mois de juillet 2017. Ses envolées brumeuses se sont enlisées dans les contraintes budgétaires et la facture non provisionnée laissée par le gouvernement précédent. Macron n'en ignorait rien puisqu'il était encore ministre de l'Économie lorsque ces cadeaux électoraux furent décidés en 2016 ! Dès le début de juillet 2017, comme son prédécesseur, le pathétique Hollande avec sa dégaine d'expert-comptable en faillite, il a été réduit à admettre que les quelques maigres promesses électorales qu'il avait faites n'étaient pas tenables et devaient être "différées" en regard des engagements vis-à-vis de l'Union européenne. Ce faisant, il est apparu pour ce qu'il veut effectivement être, un "sous-préfet" élu pour le district (encore français) de cette Union administrative [17]. Son caporalisme vis-à-vis de la hiérarchie militaire, entraînant la démission du Chef d'État-Major, l'a mis à nu : les comptables de Bercy se sont vengés des exigences de l'armée, si laborieusement satisfaites au cours des dernières années. Macron a retenu de Hollande la technique du brouillard médiatique : toute décision suscitant une opposition est suivie de plusieurs correctifs contradictoires pour rendre illisibles les choix qui prévaudront. A l'instar de son prédécesseur, il se repose sur la rigidité des institutions de la Vème république, conçues pour mettre le régime hors d'atteinte de la population.

### VII. Le "sociétal" comme diversion systématique :

Des mesures "sociétales" s'imposent pour faire passer au second plan médiatique les mesures politiques et économiques, *ou leur absence*, qui démentent cruellement les refrains d'une campagne électorale informelle. Ce déplacement des objectifs gouvernementaux est conforme aux préconisations de 2011 de *Terra Nova*, se définit comme un "Think Tank progressiste" a déjà inspiré les manœuvres de diversion de Hollande. Comme le *Club XXIe Siècle* agit auprès des entreprises, ce "Think Tank" a pour objectif de déconstruire la nation en la décomposant en groupes irréductibles.

Le chemin vers la *Procréation médicalement assistée*, formellement non autorisée, tend à s'ouvrir pour toutes les femmes, sans condition, et même aux couples mâles, ce qui renversera la dernière barrière contre la *Gestation pour Autrui*. Le premier stade est de rendre légale l'adoption d'enfants naissant dans ces conditions à l'étranger [18]. Une nouvelle fois, il apparaît que le stade du contrat PACS (*Pacte civil de solidarité*), puis du "mariage pour tous", n'étaient pas des points d'aboutissement, mais des étapes d'un processus menant à de nouvelles mesures d'ingénierie biológico-sociales très prévisibles. Les fiers "anticapitalistes" du gauchisme culturel acceptent le cœur léger cette marchandisation des utérus du Tiers-monde... Et comme ils ne sont jamais en manque d'artifices, ils expliqueront qu'il faut "encadrer" ce marché qui n'existe pas officiellement, et sur lequel ils n'auront aucun pouvoir

d'intervention.

*Le rapport avec l'islam devient symétriquement d'autant plus crucial, puisque les mesures en faveur des homosexuels heurtent frontalement les préjugés basiques de presque tous les musulmans.*

Avec son ton de télévangéliste amateur, Macron a cultivé les ambiguïtés démagogiques vis-à-vis de l'islam dès sa campagne électorale. Sa veule déclaration en Algérie, qualifiant la colonisation de "*crime contre l'humanité*", l'esclavagisme musulman dont l'Algérois fut le centre avec ses raids sur les côtes européennes de méditerranée jusqu'en 1830 !, fait qu'il ne serait guère hostile à une capitulation sur le port du voile dans l'école de la République, annonce des trahisons longuement mûries. Comme l'ont très bien compris les idéologues de l'islam, la déclaration d'inexistence à ses yeux de la culture française n'est pas descriptive mais performative : *il s'agit bien de l'abolir en gouvernant l'énergie des souvenirs*, de la gauche fondamentale qui veille simultanément à faire la leçon sur le "*devoir de mémoire*", avec sa technique de *double-pensée*.

Certains des soutiens de Macron (comme Bariza Khiari, sénatrice PS transfuge) ont la réputation d'être très liés aux Frères musulmans, qui sont les théoriciens de toutes les formes contemporaines de djihad et de conquête musulmane. Cette nébuleuse, considérée comme terroriste en certaines régions ou pays (Gaza, Égypte, etc.), préfère souvent la tactique du *djihad* progressif, tant que son influence est minoritaire et que l'alliance avec les élites régnautes de toute nature s'avère profitable. Les F.M. ont intégré les techniques de noyautage institutionnel pratiqués par leurs modèles totalitaires. Si le *djihad "offensif"* et la *hargne antisémite ubiquitaire* ("apports" de S. Qutb après 1945) demeurent leurs repères stratégiques sur le temps long, la cristallisation d'éléments de *charia* s'inscrit parfaitement dans leurs méthodes et leurs objec-tifs tout en rencontrant une complaisance "sociétale" illimitée auprès du gauchisme culturel. Le nombre des faits accomplis dans ce domaine est déjà stupéfiant. C'est d'ailleurs ce qui fait écrire depuis une vingtaine d'années aux provocateurs islamistes que la France commence à faire partie du "*domaine de l'islam*". Les musulmans venus d'outre Europe sont souvent effarés de voir l'ambiance des zones islamisées dans les Républiques occidentales, beau-coup plus affirmée et agressive que dans leurs pays d'origine. La communautarisation du terrain est net-tement plus avancée que ne le laisserait supposer l'influence directe des pôles djihadistes et salafistes (voir ci-après le texte ["Liste provisoire de faits accomplis de charia"](#)).

(.../...)

[Dernière partie disponible ici](#)

inc\_notes\_dist